



Le 09 octobre,

Sud
Rail

défendons notre modèle social !

Depuis plus d'un an, le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement accumulent les mesures régressives et mettent en œuvre une politique d'austérité pour le plus grand nombre, satisfaisant ainsi les vœux d'une minorité tournée vers une société de profit qui considère le service public comme une charge financière inutile.

Après les attaques frontales contre le Code du travail, les prestations sociales, les retraité·e·s, la SNCF, les projets en matière d'assurance chômage et de retraite laissent craindre le pire.

Depuis 25 ans, les attaques contre les retraites sont continues. Les gouvernements successifs n'ont de cesse, au non d'une équité de façade, d'allonger la durée d'activité, de repousser l'âge de départ à la retraite, de réduire le montant des pensions et de le déconnecter des salaires.

Malgré toutes ces attaques, les travailleurs gaulois réfractaires au changement ont su préserver, grâce à la mobilisation, un système plus favorable que les autres pays européens (avec un taux de remplacement de 74 % contre 63 % pour l'OCDE) et la durée du temps passé à la retraite (5 ans de plus que dans les autres pays de l'OCDE). **C'est cela qui contrarie le gouvernement Macron. Compétitivité oblige !**

Avec le projet de réforme concernant les retraites, nous passerions d'un système basé sur la solidarité où les actifs cotisent pour les retraités à un système par point où un euro cotisé correspondrait à un point donnant le droit à un certains montant.

Ce système est antisocial au possible et très dangereux car il n'y a plus de garantie de niveau des pensions puisque tout dépend de la valeur du point qui sera fixée par le gouvernement en fonction des possibilités budgétaires. Ce n'est pas les organisations syndicales qui le disent mais le Haut-Commissaire aux retraites : « comment faire en sorte que le système de demain soit adaptable soit aux périodes de tempête soit aux périodes de croissance et que nous puissions sans psychodrame avoir cette capacité d'adaptation ? »

Notre système actuel dépend des années travaillées et des années attribuées (en cas de chômage, de maladie, de maternité, etc...). Dans le projet Macron, ce qui compte, c'est de cotiser beaucoup pour avoir un gros « capital points ». C'est suivant une multiplicité de comptes (CET, CPF, CPA, Compte Pénibilité) que le salarié va devoir s'acheter sa retraite. Et cher...

En outre, le projet Macron instaure l'individualisation : chacun est seul avec sa situation personnelle et ne bénéficie plus de la protection des droits collectifs. **On nous dira : tu es malade, tu es au chômage, tu es handicapé, tu es précaire ... tu n'as donc pas pu rassembler assez de points. Dès lors, tant pis pour toi : point de retraite, que des miettes !**

Concernant les régimes spéciaux et donc celui des cheminots, ceux-ci résultent de l'histoire, et, aujourd'hui, de forts rapprochements ont été imposés par les réformes. Les principaux droits (âges, durées, indexation...) sont largement alignés. Si les mécanismes sont différents, ils produisent finalement, pour une carrière complète, un niveau comparable de pension à niveau de qualification équivalente. La multiplicité des régimes est donc largement maîtrisée. Ce que souhaite Macron, c'est en finir avec tout ça !

Le projet Macron sur les retraites poursuit le même but que les ordonnances contre le droit du travail : liquider les droits collectifs, individualiser les « parcours ». Les acquis obtenus par la lutte sont menacés d'être supprimés, au nom de la responsabilité de chacun pour construire son parcours.

Dans ce contexte général de régression sociale et d'individualisation des droits, la SNCF et ses cheminot (e)s sont, malheureusement, placés aux premières loges de cette frénésie libérale.

Gel des salaires pour la quatrième année de suite, rétablissement du jour de carence, suppressions d'emplois, mobilité forcée, ouverture à la concurrence, privatisations... la liste des reculs est affolante !

Sur la gare de Paris Lyon la casse de notre outil de travail s'accélère et la direction ne s'en cache plus !

IL FAUT FAIRE DU CASH !

Résultat, ce n'est pas moins de 18 guichets qui ont fermés le 1er septembre ! L'espace information est réduit à néant avec la suppression de 7 postes et la prise en charge des personnes handicapés se fera par des entreprises privées !

A l'escale les agents se retrouvent quasiment systématiquement seul avec le responsable embarquement pour pouvoir faire les accueils embarquement alors que lors de la mise en place l'ESV c »'était engagé à ce qu'un minimum de 4 agents soient présent pour les faire.

Pire encore, afin de mutualiser les moyens l'ESV a émis le souhait de fusionner les métiers de la vente et de l'escale !!! Polyvalence à outrance et qualité de service au ras des paquerettes ! Comme si les métiers de la vente et de l'escale était le même ! Ce sont des métiers complémentaires mais en aucun cas similaires !

Au contrôle ce sont les contrôleurs qui sont sur la sellette ! En effet la direction n'en veut plus et ne veut plus que des stewards juste bon à servir le café ou alors des contrôleurs mais qui restent à quai et qui se transforment en véritable cash machine!

Le TSEE (maintenance TGV) de Villeneuve Saint Georges va lui, fermer ces portes, laissant près de 350 agents sur le carreau !

A la traction, l'arrivée de Ouigo risque de dégrader fortement les journées de service puisque la direction veut que ce soit le TB qui s'occupe du garage et du dégarage des rames et ce, à des heures d'extrême matinée et d'extrême soirée ! Ce qui signifie en plus de cela, de la perte de charge pour les TA !

A la banlieue, c'est le découpage de la ligne D et la lettre de cadrage qui en découle qui pourri littéralement les journées de service ! Soit cette lettre saute soit nous irons très rapidement au carton, que la direction en soit rassurée !

A l'EST les agents subissent chaque jour la catastrophe que sont les petits collectifs (perte de salaire, conditions de travail et de transport détestable, périmètre d'action élargie, etc.)

La direction accélère le rythme des réorganisations avant même la mise en œuvre de l'ouverture à la concurrence sous prétexte d'anticiper son arrivée mais en réalité nous assistons surtout à un véritable écrémage de l'emploi et surtout à une véritable destruction de notre entreprise !

Il est devenu aujourd'hui quasiment impossible de se projeter dans l'avenir à la SNCF !

Il faut arrêter ce massacre et redonner du sens à nos métiers, à nos emplois, à notre entreprise. Il faut redonner du sens au service public et arrêter cette course effrénée à l'argent.

C'est pourquoi nous appelons tous les agents à se mettre massivement en grève le mardi 09 octobre et à participer au rassemblement qui aura lieu à 10h30 à l'ex centre de tri (là où nous faisons les AG) puis à se rendre à la manifestation au départ de Montparnasse à 14h00